

İhalenin Verildiği Ülke	Fas
İhaleyi Açan	Ministère de l'Intérieur
İhale Konusu	22 adet ambulans alımı
İhale Referans No	09/DGPC/2014
Teknik Şartname	Ek'te gönderilmiştir.
Son Teklif Tarihi	18 Ağustos 2014 saat 10:00
Başvuru Yeri ve Adresi	Bureau du secrétariat de l'Inspecteur de la Protection Civile à la Direction Générale de la Protection Civile Avenue Ibn Rochd, Agdal, Rabat
Telefon	+212 537 21 51 20
E-Mail/İnternet	ymedouar@interieur.gov.ma

ACTE D'ENGAGEMENT
A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 09/DGPC/ 2014 du 18 Aout 2014 à 10 heures.

Objet du marché : l'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique)

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné.....(prénom, nom et qualité)
Agissant au mon nom personnel et pour mon propre compte (1).....
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n° (2)
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (2)
N° de patente (2)

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour compte de(raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de
Adresse du siège social de la société.....
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n° (2) et (3).....
Inscrit au registre du commerce.....(localité) sous le (2) et (3) (Localité) sous le n°
N° de patente (2) et (3).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif établie (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

- « montant hors T.V.A.(en lettres et en chiffres)
- « taux de la T.V.A (en pourcentage)
- « montant de la T.V.A.....(en lettres et en chiffres)
- « montant T.V.A. comprise.....(en lettres et en chiffre)

-« L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom de (ou nom de la société) à(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à, le.....
(Signature et cachet du concurrent)

.....
(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

* mettre : « nous soussignés.....nous obligeons conjointement/ ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement des rectifications grammaticales correspondantes)

* ajouter l'alinéa suivant : « désignons(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement »

(2) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

NB : supprimer les mentions inutiles

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N°09/DGPC/ 2014**

Le 18 Aout 2014 à 10 heures, il sera procédé au Bureau de l'Inspecteur de la Protection Civile, la Direction Générale de la Protection Civile, Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour **l'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la Direction Générale de la Protection Civile (Service des marchés et suivi du compte d'affectation spécial) Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics à partir de l'adresse suivante : www.marchespublics.gov.ma.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **quatre cent cinquante mille dirhams (450 000,00Dhs).**

L'estimation des couts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **Quinze millions douze mille trois cent soixante dirhams T.T.C (15 012 360,00 Dhs T.T.C).**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau du secrétariat de l'Inspecteur de la Protection Civile à la Direction Générale de la Protection Civile : (Avenue Ibn Rochd, Agdal, Rabat).

-soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

-soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les prospectus techniques exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés au Service de la Normalisation et de la Réception des Equipements à la Direction Générale de la Protection Civile à Rabat, sise Avenue Ibn Rochd, Agdal Rabat, avant **15 Aout 2014** à 12H00, (Heure limite de dépôt).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.

Rabat, le

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° du prix	Désignation des prestations	Unité de Compte ou de mesure	Qté	Prix unitaire en Dh (hors TVA) En chiffre	Prix total (hors TVA) En chiffre
1	2	3	4	5	6=4*5
TOTAL HORS TVA : TAUX TVA (20%) : TOTAL TTC :					

Fait à le
Signature et cachet du concurrent

إعلان عن طلب عروض مفتوح بعروض أثمان رقم 09 / م.ع.و.م/ 2014

في يوم 18 غشت 2014 على الساعة العاشرة صباحا سيتم بمكتب مفتش الوقاية المدنية, المديرية العامة للوقاية المدنية - شارع ابن رشد اكدال الرباط فتح الاظرفة المتعلقة بطلب العروض بعروض أثمان لأجل اقتناء سيارات الإسعاف 2*4 لفائدة المديرية العامة للوقاية المدنية الرباط (حصة فريدة).

يمكن سحب ملف طلب العروض من المديرية العامة للوقاية المدنية – مصلحة الصفقات و تتبع صندوق الدعم الخاص - شارع ابن رشد اكدال الرباط أو يمكن تحميله من خلال بوابة المغرب للصفقات في العنوان التالي www.marchespublics.gov.ma:

- الضمان المؤقت محدد في مبلغ أربع مئة و خمسون ألف درهم (450000,00 درهم).
 - كلفة تقدير الأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع : خمسة عشر مليون و اثنا عشر ألف و ثلاثمائة و ستون درهم (15012360, 00 درهم) مع احتساب الرسوم:
- يجب أن يكون كل من محتوى و تقديم وإيداع ملفات المتنافسين مطابق لمقتضيات المواد 27 و 29 و 31 من المرسوم رقم 2.12.349 المتعلق بالصفقات العمومية. ويمكن للمتنافسين :
- إما إيداعها, مقابل وصل, بالكتابة الخاصة للمفتش العام للوقاية المدنية, المديرية العامة للوقاية المدنية, شارع ابن رشد اكدال الرباط.
 - إما إرسال أظرفتهم عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور,
 - إما تسليمها مباشرة لرئيس مكتب طلب العروض عند بداية الجلسة و قبل فتح الاظرفة.
- إن الوثائق الوصفية كما موصوفة في دفتر التحملات الخاصة التي يستوجبها ملف طلب العروض يجب إيداعها بمصلحة المواصفات و استلام المعدات, المديرية العامة للوقاية المدنية, شارع ابن رشد اكدال الرباط قبل يوم 15 غشت 2014 على الساعة الثانية عشرة صباحا(الساعة القصوى للإيداع).

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المنصوص عليها في المادة: 8 من نظام
الاستشارة.

الرباط, في

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 09/DGPC/2014

Passé en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 JOMADA 1^{er} 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

OBJET :

**L'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction
Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 JOURNADA 1^{er} 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le Ministre de l'Intérieur représenté par Monsieur le directeur adjoint de la logistique et des affaires administratives de la Direction Générale de la protection civile.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M qualité
Agissant au nom et pour le compte de(Raison sociale et forme juridique) en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire (RIB 24 positions).....
Ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. cas de personne physique

M
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire (RIB 24 positions)...
ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
.....(les références de la convention)
soussigné :

- Membre 1 :

M qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire (RIB 24 positions).....
ouvert auprès de.....

- Membre 2 :
(Servir les renseignements le concernant)

-
- Membre n :
-
.....
-
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et
coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire commun (RIB 24
positions).....
ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2: CONSISTANCE DU MATERIEL

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : RÉFÉRENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES
AU MARCHE

ARTICLE 5: VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

ARTICLE 7: ÉLECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 8: NANTISSEMENT

ARTICLE 9: SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 10 : DÉLAI DE LIVRAISON

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 12: CARACTÈRE DES PRIX

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 14: DÉLAI DE GARANTIE//RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 15 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉ

ARTICLE 16 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 17 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 18 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 19 : RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET DÉFINITIVE

ARTICLE 20 : PÉNALITÉS POUR RETARD

ARTICLE 21: DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 23: RÉSILIATION DU MARCHE

ARTICLE 24 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Objet : L'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MATÉRIEL

Le matériel est livré au **titre** du présent marché en lot unique consistant en ce qui suit :

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-T) approuvé par le Décret N° 2-99-1087 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

- Dahir du 28 Août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n °17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle.
- Décret n° 2-99-1087 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat.
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;
- Décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés Publics rendus applicables à la date d'ouverture des plis.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif qu'après visa du trésorier ministériel auprès du Ministère de l'Intérieur et de son approbation par le Ministre de l'intérieur représenté par le Général de Division Inspecteur de la Protection Civile.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2-12-349, le délai d'approbation visé ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai visé ci-dessus, décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. Le fournisseur doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai des quinze (15) premiers jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicable au marché de travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du fournisseur sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché il est stipulé que :

La liquidation des sommes dues par le Ministère de l'Intérieur (Direction Générale de la Protection Civile) en exécution du présent marché, sera opérée par les soins de la Direction Générale de la Protection Civile.

Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemments ou subrogation les renseignements et états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 est l'Inspecteur de la Protection Civile.

Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Ministériel auprès du ministère du l'intérieur, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

En application de l'article 11 § 5 du C.C.A.G.T, le Ministère de l'Intérieur - Direction Générale de la Protection Civile délivrera sans frais, au fournisseur, sur sa demande et contre récépissé un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique », et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 23 Chaoual 1367 (28/08/48) relatif au nantissement des marchés publics tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature de matériel à sous traiter, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et l'identité des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret N° 2-12-349 relatifs aux marchés publics.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants du titulaire.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

ARTICLE 10 : DELAI DE LIVRAISON

Le titulaire du marché devra livrer les **ambulances** désigné en objet dans un délai de six **(06) mois**.

Le délai commence à courir à partir du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencement de la livraison.

Ce délai s'applique à l'achèvement de toutes les prestations et obligations contractuelles incombant au titulaire.

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaire.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-T.

ARTICLE 12 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de quatre cent cinquante mille dirhams (450.000,00Dhs).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat dans le cas où le fournisseur ne réalise pas son cautionnement définitif dans un délai de 30 jours suivant la date de la notification de l'approbation du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive du matériel.

ARTICLE 14: DELAI DE GARANTIE//RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire garantit que les matériels livrés en exécution du présent marché sont neufs, non reconditionnés et première sortie d'usine, sont du modèle le plus récent et n'ont jamais été utilisés et incluent toutes les dernières améliorations en matière de matériaux. Le titulaire garantit en outre que tous les matériels livrés en exécution du marché n'auront aucune défectuosité quant aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre ou à tout acte ou omission du titulaire.

Cette période est d'une année.

Ce délai de garantie commence à courir à partir de la date de la réception provisoire.

Pendant cette période de garantie, le titulaire dispensera au Maître d'ouvrage le service suivant :

1°/ L'exécution de toutes les réparations, remplacements et mises au point nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des machines et dispositifs ;

2°/ La mise à la disposition du Maître d'ouvrage sur appel d'un service d'entretien qui comprend le dépannage et éventuellement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses, usées ou cassées à la suite de l'usage du matériel conformément aux règles d'utilisation communiquées par le titulaire. Les pièces défectueuses seront remplacées par des pièces neuves.

Le titulaire s'engage pendant la durée de cette garantie à réparer et à répondre aux sollicitations de l'Administration selon le schéma suivant :

- La réparation du matériel défectueux se fera dans un délai de 24 heures à partir de la notification par fax de l'anomalie à réparer.

- Si le titulaire ne peut réaliser ladite réparation dans les conditions précitées (en 24 heures), il doit procéder à l'échange standard du matériel défectueux dans un délai de 24 heures supplémentaires.

La garantie donnée ci-dessus, sera couverte par une retenue de dix pour cent (10%) du montant de l'acompte, à concurrence de sept pour cent (7%) du montant total du marché augmenté du montant total des avenants s'il y a lieu.

La retenue de garantie pourra, si le fournisseur le demande, être remplacée par une caution bancaire constituée dans les conditions prévues par la circulaire n° 72 CAB du 26 Novembre 1992.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 15 : ASSURANCES – RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les originales des attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 24 du CCAG-T tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 17 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.

1- MODALITES DE LIVRAISON

La livraison des ambulances objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au lieu la Direction Générale de la Protection Civile à Rabat, sise Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat sous la responsabilité de la commission de la révision du CPS désignée par le maître d'ouvrage.

Les ambulances livrées par le fournisseur doivent être accompagnés d'un bon de livraison établi en trois (03) exemplaires, (déposées à la Division des Moyens Logistiques).

Ce bon doit indiquer :

- La date de livraison ;

- La référence du marché ;
- L'identification du fournisseur ;
- L'identification du matériel livré (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique du matériel, quantités livrées.....etc.).

Avant toute livraison du matériel, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins Quinze (15) jours, au maître d'ouvrage.

Ces bons de livraisons doivent être rédigés en langue française.

2- CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison des matériels se déroulera sur les lieux de la Direction Générale de la Protection Civile à Rabat, sise Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat. Elle est effectuée en présence des représentants de la commission de la révision du CPS désignée par le maître d'ouvrage et du fournisseur.

L'Administration aura un délai de Cinq (05) jours à compter du jour de la livraison effective pour faire connaître le cas échéant au titulaire, les manquants dans les livraisons ainsi que les matériels non conformes aux prescriptions du marché.

Les matériels non conformes, seront renvoyés au titulaire qui en supportera les frais inhérents, et sera tenu à leur remplacement gratuit dans un délai de Cinq (05) jours à partir de la date du rejet de ces matériels par l'Administration.

Ainsi que Le retard engendré par le remplacement ou la correction des matériels jugés non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements se feront, après service fait après l'établissement de décomptes en triple exemplaires, par virement au compte n° (RIB 24 positions) Ouvert à au nom de la société

ARTICLE 19 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur, de la conformité des matériels aux spécifications techniques du marché **les prospectus déposés.**

Les matériels livrés, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des matériels livrés avec le descriptif des matériels et les prospectus déposés.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire.

La réception définitive est prononcée après l'expiration du délai de garantie.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès verbal de réception provisoire ou définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

ARTICLE 20 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir livré le matériel dans les délais prescrits, il sera appliqué au Fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (Un pour mille) du montant initial du marché augmenté ou modifié éventuellement par celui des avenants qui pourraient intervenir.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant global de ces pénalités est plafonné à 10 % (Dix pour cent) du montant initial du marché augmenté ou modifié éventuellement par celui des avenants qui pourraient intervenir.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 70 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le fournisseur doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux compétents.

A....., le.....

LE FOURNISSEUR

Rabat, le.....

L'ADMINISTRATION

 **CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET BORDEREAU DES
PRIX-DETAIL ESTIMATIF**

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 1 : AMBULANCE 4x2

Véhicule 4x2 (modèle routier, moteur diesel 2,2L TDCI)

Type ambulance fourgon avec toit surélevé donnant une meilleure performance de consommation de carburant.

❖ **Caractéristiques techniques :**

- Puissance : 120 CV minimum, 130 CV maximum
- Boîte de vitesse : Manuelle
- Emission : Euro IV minimum
- Couple maxi : 350 Nm/2000 trs/min
- Longueur hors tout : 5680 mm
- Largeur hors tout : 1974/2374 mm
- Hauteur hors tout : 2615 mm
- Hauteur intérieure : 1885 mm
- Longueur de chargement : 3399 mm
- Largeur de chargement : 1762 mm
- Empattement : 3750 mm
- Volume utile : 11.9 m³
- Capacité réservoir : 80 L
- PTC : 3500 Kg
- Pneus : 216/75 R 16

❖ **Équipement extérieurs & de confort intérieur :**

- Direction assistée ;
- Vitres électriques ;
- Siège conducteur à réglage ;
- Accoudoir de porte intégré (conducteur) ;
- Poste radio CD ;
- Banquette deux passagers à l'avant ;
- Rangements et attache bloc-notes ;
- Montre digital ;
- Climatisation de la cabine avant
- Prise électrique 12V ;
- Vide-poche de porte ;

❖ **Équipements de sécurité :**

- ABS
- Air bag conducteur ;
- Fermeture centralisée avec commande à distance ;

- Portières arrière ouvrant à 180° ;
- Portes latérales coulissantes à ouverture large ;
- Réglage de l'assiette des phares avant ;
- Rétroviseurs extérieurs doubles et larges ;
- Freins à disque à l'avant et à l'arrière ;
- Séparation complète de la cabine de l'air de chargement ;

AMENAGEMENT DU VEHICULE

01-CLOISON :

- Une cloison fabriquée en fibre de verre avec fini peinture pour plus de résistance aux impacts, pour séparer et sceller complètement le compartiment des patients de la cabine du conducteur.
- Une unité mobile de stérilisation de l'air avec une lampe ultraviolet en forme de J est installée sur la cloison et alimentée en 12V par une prise de type allume cigare.

02-FENÊTRE DE LA CLOISON :

- Côté conducteur, une glace vissée et scellée, à l'épreuve de l'eau, de l'air et aux poussières, installée dans la cloison pour permettre la communication visuelle entre le compartiment des patients et la cabine de conduite plus rideaux côté cellule sanitaire.

03-CELLULE SANITAIRE :

- Le plafond de la cellule sanitaire est fini d'un minimum de 3mm d'épaisseur de fibre de verre entrecroisée et laminée ;
- Le plafond de la cellule sanitaire, les côtés et la cloison sont anti bactériens, lavables et disposés de façon à éviter tout contact entre eux pour éliminer les bruits de carrosserie ;
- L'isolation et l'insonorisation des parois, portes et plafond sont composés d'un minimum de 25mm de garniture dont la rigidité permet l'installation en position verticale. La garniture est collée en utilisant un produit adhésif sans solvant n'émettant aucune vapeur nocive. L'isolant possède des propriétés anti bactériennes, anti parasitaires et de résistance aux moisissures

04-PLANCHER :

- Un recouvrement en fibre de verre apparence grain d'orge d'une épaisseur de 3.5mm, anti bactérien, anti statique, ignifuge, lavable et antidérapant est collé au plancher composé d'une épaisseur de 19mm de contreplaqué type marin résistant à l'humidité et à la déformation plus un matériel isolant d'une épaisseur de 3mm fini avec extrusion d'aluminium ;
- L'extrusion n'est à ongle de 90° mais recourbé pour éviter toute accumulation de matières risquant de produire des bactéries ;
- Une bande antidérapante et autocollante collée sur une bande en acier inoxydable pour protéger le seuil des portes arrière et latérales ;
- Le plancher et les passages de roues sont insonorisés contre les bruits de la route et isolés contre la chaleur. Les passages de roues sont couverts d'une garniture de fibre de verre;

CABINET A RANGEMENT :

05-COTE GAUCHE :

- Aménagement des espaces de rangement à étages, munies de glaces coulissantes en polycarbonate incassable d'une épaisseur de 5mm. Pour raison de sécurité des malades et du personnel;
- Les portes des espaces de rangement sont de type coulissant ou battant.
- Le cabinet médical à rangement est fabriqué en fibre de verre, solidement fixé à la structure de la cellule sanitaire;
- Les cavités du cabinet à rangement sont faites de fibres de verre laminées, moulées et arrondies afin de faciliter le nettoyage et éliminer le risque de formation de bactéries ;
- Un emplacement pour rangement de la civière KS 003 qui sera retenu aux parois avec des sangles de maintien.
- Un coffre pour rangement de la planche dorsale KS 008 situé sous l'espace de rangement à étages accès via les portes arrière
- Trois (03) sorties oxygène mural avec réseau de distribution dont une sortie de type DISS et deux type EUROPEEN

- Un emplacement pour défibrillateur et moniteur est positionné près de l'accompagnateur ;
- Un (01) distributeur (rempli) de gel désinfectant au glycol installé à côté de l'accompagnateur ;
- Un (01) distributeur (rempli) de lingettes humides désinfectant est installé à côté de l'accompagnateur ;
- Un (01) distributeur pour gants jetables installé près de la porte arrière gauche ;
- Un (01) rangement pour papiers mouchoirs installé ;

06-COTE DROIT :

BANC DES PASSAGERS :

- Un banc en fibre de verre avec fini peinture pour un maximum de légèreté et de robustesse est localisé du côté droit de la cellule sanitaire et peut servir au transport de trois (03) malades ou blessés assis ou un (01) patient allongé sur la civière chaise de type Universel KS 003. Ce banc est recouvert d'un coussin d'une épaisseur minimum de 50mm de polyuréthane recouvert de vinyle, avec espace de rangement sous le siège ;
- Dans un rangement spécifique dans le banc, un matelas à coquille KS 005 avec une pompe et sac de rangement.
- Un (01) distributeur (rempli) de lingettes antiseptiques pour les surfaces installé près de la porte arrière droite ;

07-FACE FRONTALE :

- Aménagée pour contenir des espaces de rangement type tiroirs côté gauche et type placard côté droit pour rangement de 2 bouteilles d'oxygène 1 m³ avec deux (02) détendeurs 0-25 L pour traiter deux patients en même temps
- Un rangement pour bouteille d'oxygène 3 m³ en position horizontale accessible par la porte de côté du compartiment médical.
- Un banc capitaine à assise escamotable, à haut dossier et à revêtement en skaï. ce banc est localisé à l'avant de la cellule sanitaire et permettra à l'accompagnateur de prodiguer les premiers soins au patient sur le brancard.

08-TOIT :

- Mise en place d'un système de ventilation (climatisation)
- Eclairage interne de la cellule
- Une (01) main courante antidérapante lisse d'une longueur minimum de 150 cm fixée au plafond au-dessus du brancard roulant ;

09-RESEAU ELECTRIQUE :

- Le réseau électrique de la cellule sanitaire est indépendant du reste du véhicule :
- Le contrôle du réseau électrique est assuré par un panneau électronique situé dans un coffret ;
- Un coupe courant (interrupteur) localisé sur le tableau de contrôle avant permet de couper le courant de la cellule sanitaire. La coupe batterie est reliée à un solénoïde localisé dans le cabinet électrique principal permettant au commutateur de ne supporter que la tension minimale requise pour actionner la coupe batterie.
- Un onduleur/chargeur automatique de 1000 Watts – 230V/12V servant à recharger les batteries et à fournir du courant aux équipements installés.

10-TABLEAU DE CONTROLE-PREPOSE :

- Le tableau de contrôle à l'intérieur de la cellule sanitaire est placé de façon à être facilement accessible par le préposé lorsque celui-ci est assis à la tête du patient.
- Le panneau électrique numérique écran tactile comprend des commutateurs avec témoins pour la lumière LED (Diode Electro Luminescente) gauche ; lumière LED droit ; l'appareil de succion ; la climatisation et le chauffage ; l'évacuateur d'air ; la lumière dans la zone de travail, l'onduleur chargeur. Chaque commutateur est identifié individuellement par un pictogramme, lequel est certifié pour une protection complète contre la poussière, les vibrations et les chocs.
- Téléphone d'appel conducteur relié par fil pour une communication optimale entre le préposé et le chauffeur.

11-TABLEAU DE CONTROLE-CONDUCTEUR :

- Les commutateurs et témoins sont localisés d'une façon telle que le conducteur en aura légende en caractères français sera certifié pour une protection complète contre la poussière, les vibrations, les chocs et moisissures et fonctionnera adéquatement à des températures variant de -20°C à 60°C.
- Un (01) autocollant « DEFENSE DE FUMER » en français et en arabe est placé bien en vue sur le tableau de contrôle ;
- Un (01) autocollant pictogramme « DEFENSE DE FUMER » est placé bien en vue sur le tableau de contrôle ;
- Un (01) autocollant « AVIS DE BRANCHER AU SECTEUR POUR RECHARGE AUTOMATIQUE DES BATTERIES » est placé bien en vue sur le tableau de contrôle.

12-AVERTISSEUR SONORE (SIRENE) :

- Le véhicule est muni d'un avertisseur sonore électrique, doté de la fonction « mégaphone » et de haut-parleur;
- Le véhicule est équipé d'une alarme de recul avec dispositif de neutralisation temporaire.

13-CLIGNOTANTS :

- Rampe lumineuse à LED ;
- Six (06) feux d'urgence LED sur la partie supérieure du toit ;
- Quatre (04) feux LED sur portes arrière ;
- Deux (02) feux LED latérales;
- Quatre (04) feux LED dans la calandre ;
- Les feux sont de type extra robuste, à l'épreuve des vibrations, de l'humidité et de la corrosion. La demande d'énergie de chacun des feux se limite à seulement (01) ampère.

14-PROJECTEURS DE CHARGEMENT :

- Trois (03) projecteurs fixes (lumières de scène) de chargement ou déchargement sont encastrées dans le toit, Un (01) à l'arrière, deux (02) latérales. Les projecteurs sont positionnés à un angle de 33° pour une meilleure visibilité de la scène.
- Un (1) projecteur à main doit être installé dans la cabine du conducteur.

15-ECLAIRAGE DE LA CABINE :

- Deux (02) fluorescents sont installées au plafond de la cellule sanitaire ;
- Quatre (04) spots pour éclairage brancard ;
- Deux (02) commutateurs principaux actionnent les fluorescents et les spots. Les commutateurs permettent un éclairage de la cellule sanitaire à multi intensités ;

16-ENTREE ELECTRIQUE EXTERIEURE ET PRISE INTERIEURS :

- Une (01) entrée électrique extérieur et cinq (05) prises à l'intérieur de 220/240 volts, 50 Hz, dont une (01) localisée à l'arrière du banc des passagers, à proximité des portes arrière ;
- Lorsque l'ambulance est à l'arrêt, elle peut recevoir du courant pour alimenter la cellule sanitaire, les prises électriques et recharger les batteries du véhicule ;
- La prise de l'entrée électrique extérieure est équipé d'un système d'auto éjection qui se déclenche dès que le moteur est mis en marche ;
- Deux (02) prises électrique de 12V de type allume cigarette pour alimenter un appareil de stérilisation de l'air et une glacière ;
- Deux (02) prises électriques de 12V de type allument cigarette situées près du tableau de contrôle-préposé.

17-APPAREIL A SUCCION :

- Une (01) pompe à vide électrique avec contenant et sacs jetables d'une capacité minimale de 30l/min minimum est installée près du préposé. Le tube et les masques sont disposés à la tête du patient principal.

18-CLIMATISATION ET CHAUFFAGE :

- Système de climatisation pour la cellule sanitaire d'une puissance minimale permettant une bonne climatisation de cette dernière. Ce système possède son propre circuit avec son propre évaporateur

et son propre contrôle ; il est séparé de la cabine et l'approvisionnement en air s'effectue à partir de la cellule sanitaire. Les conduites d'aération sont localisées près du plafond. Le système de chauffage a une puissance adéquate.

19-VITRE TEINTEE :

- Les vitres des portières de côté et des deux (02) portières arrière de la cellule sanitaire sont de couleur ultra foncée pour protéger l'intérieur de la chaleur et fournir l'intimité au patient.

20-PROTECTION ANTI-EFFRACION :

- Mise en place d'une protection de feux de signalisation avant et arrière du véhicule et des gyrophares avant et arrière, au moyen de grilles métalliques antieffraction, ayant des mailles d'environ 25x25mm
- Toutes les vitres (pare-brise avant, vitres des portières latérales et arrières et cellule sanitaire sont protégées par des grillages).

21-IDENTIFICATION :

Le véhicule est identifié comme suit :

- Véhicule doit être peint de couleur rouge pompier (NFX08-008) ou équivalent, avec écriture en rouge sur un fond blanc retro réfléchissant
- Quatre (04) fois le mot « AMBULANCE » en caractères arabes et français dont une (01) fois sur chaque côté, une (01) fois à l'arrière et une (01) fois à l'avant (inversé) ;
- Porte trois (03) fois le croissant rouge ouvert côté droit : Une(01) fois sur chaque côté et une (01) fois à l'arrière ;
- Porte l'inscription « PROTECTION CIVILE » en caractères arabes du côté conducteur et français du côté passager retro réfléchissant ;
- Une bande blanche de 50mm retro réfléchissant à la lumière doit être installée sur chaque côté.

22-EXTINCTEURS :

- Un (01) extincteur de 2Kg du type poudre sèche rechargeable (avec sangle renforcée) doit être installé dans la cellule sanitaire ;
- Un (01) extincteur de 2Kg du type poudre sèche rechargeable doit être installé dans la cabine du conducteur ;

23-ATTACHE POUR BRANCARD :

- Une (01) attache doit être prévue pour l'immobilisation du brancard roulant ;
- Un (01) crochet de sécurité est prévu pour retenir le brancard de façon sécuritaire lors de la sortie du brancard de l'ambulance.

24-BRANCARD ROULANT UNIVERSEL KS 002:

- Un (01) brancard roulant à niveau multiple Universel KS 002 avec dossier à hauteur ajustable, roues caoutchoutées, appui pieds, poignées pour le transport, côté abattable, le tout avec matelas recouvert du vinyle d'une épaisseur de 50mm. Inclus tige de soluté, freins et courroies installés sur le brancard.

25-BRANCARD CHAISE UNIVERSEL KS 003

- Un (01) brancard pliant (civière chaise Universel KS 003), doit être fourni et localisé sur le côté gauche de la cellule sanitaire, une sangle de retenue est utilisée pour bien tenir la civière en place.

26-MATELAS A COQUILLE :

Un matelas à coquille sera fourni avec une pompe et sac de rangement UNIVERSAL KS 005

27-MATERIEL MEDICAL A FOURNIR AVEC LE VEHICULE :

- Six (06) masques à oxygène :
 - Deux (02) adultes,
 - Deux (02) enfants,
 - Deux (02) bébés.
- Trois (03) canules d'aspiration rigides de type Yankauer ;
- Un (01) masque de ventilation pour bouche-à-bouche avec étui ;

- Ballon masque réutilisable (autoclavable) :
 - Un (01) adulte avec valve sécuritaire pour réanimation et étui ;
 - Un (01) enfant avec valve sécuritaire pour réanimation et étui ;
 - Un (01) masque de rechange adulte (sans étui) ;
 - Un (01) masque de rechange enfant (sans étui) ;
- Un (01) détendeur 0-15 L à prise murale DISS ;
- Deux (02) détendeurs 0-15 L à prise murale type EUROPEEN ;
- Deux (02) pointeaux à oxygène pour débitmètre mural ;
- Un (01) jeu d'attelles ;
- Un (01) collier cervical ajustable pédiatrique ;
- Un (01) collier cervical ajustable adulte ;

28-AUTRE MATERIEL A FOURNIR :

- Trois (03) gilets fluorescents pour ambulanciers avec inscription Protection Civile en Arabe et en Français dont la notice technique en annexe;
- Sacs jetables pour appareil de succion (lot de 10) ;
- Une (01) poubelle ;
- Un (01) notice d'entretien du véhicule ;
- Un (01) notice de conversion ambulance ;
- Une (01) antenne pour la radio de communication ;
- Une (01) glacière thermoélectrique 12 VCD, d'une capacité minimale de 20 litres est fourni et sécurisé dans la cellule sanitaire.

29- LOT DE BORD COMPRENANT

Lot de bord à livrer par le fournisseur :

- Un (01) cric hydraulique.
- Une (1) boîte à outils.
- Une (01) clef de roue
- Une (1) roue de secours.
- Un (1) jeu de fusibles et ampoules.
- Un (1) câble de démarrage (batteries).
- Un (01) ensemble de triangles de signalisation.

30/ POSTE EMMETEUR RECEPTEUR MOBILE UHF :

I.1- STATION MOBILE NUMERIQUE UHF

Station Mobile numérique **UHF 403-470 MHZ** à fréquence synthétisée de marque Motorola **DM 4601** ou similaire, ayant les caractéristiques suivantes :

- Fonctionnement en mode analogique ou numérique
- Puissance de sortie : 25 à 40 Watts réglable
- Nombre de canaux : 1000
- Température de fonctionnement : -20°C à + 55°C
- Environnement : IP 54
- Alimentation : 10,8 à 15,6 V DC
- Appel d'Urgence ;
- Appel sélectif ;
- Afficheur LED multicolores ;
- Bluetooth intégré ;
- GPS intégré
- Fonction d'envoi et de réception des messages textes ;

- Annonces vocales des canaux.

EMETTEUR:

- Puissance de sortie : 25 à 40 watts réglable
- Bande de fréquence : UHF 403-470 MHz
- Espacement des canaux : 12,5 KHz, 20 KHz et 25KHz
- Limite de modulation : $\leq \pm 5\text{KHz}$
- Ronflement et bruit FM : 40dB (12,5 KHz) / -45dB (25 KHz)
- Puissance de canal adjacent : -60 dB
- Distorsion audio : $< 4\%$

RECEPTEUR:

- Bande de fréquence : UHF 403-470 MHz
- Espacement des canaux : 12,5 KHz, 20 KHz et 25KHz
- Sensibilité analogique : $< 0,4\ \mu\text{V}$
- Sensibilité numérique : 5% BER : 0,3 μv
- Intermodulation : 75 dB
- Distorsion audio : $< 4\%$
- Ronflement et bruit : -40dB (12,5 KHz) / -45dB (25 KHz)
- Sortie audio : 3 watts dans HP interne
13 watts HP externe

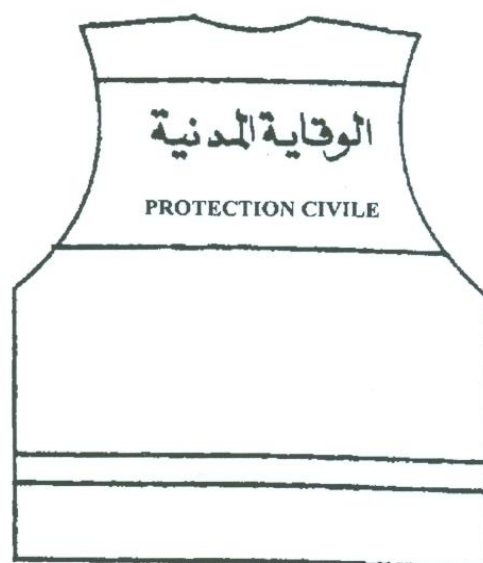
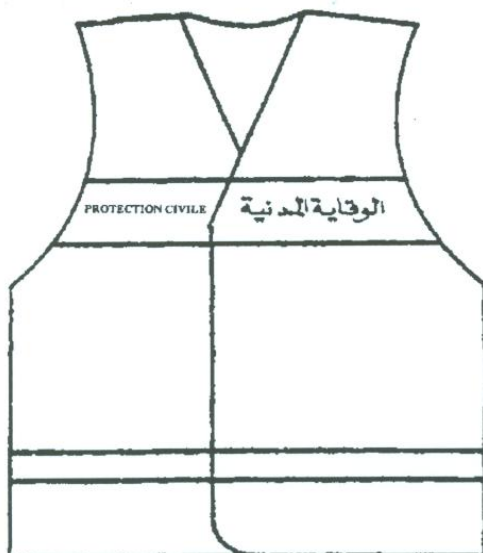
GPS:

TTFF (Time To First Fix) démarrage à froid $< 1\text{min}$
 TTFF (Time To First Fix) démarrage à chaud $< 10\text{s}$
 Précision horizontale $< 5\text{ m}$

BLUETOOTH :

- La station mobile UHF peut fonctionner simultanément avec 1 accessoire audio Bluetooth et 1 dispositif de données Bluetooth ;
 - Portée : 10 mètres ;
- Cette station doit être livrée avec :
- Antenne fouet combinant GPS et UHF de même marque que la station mobile ;
 - Gain : 5 dB au minimum ;
 - Impédance : 50 Ohms ;
 - Polarisation : verticale ;
 - Puissance maximum : 20 Watts au minimum ;
 - Berceau de montage ;
 - Microphone à main ;
 - Cordon d'alimentation ;
 - Un câble de connexion avec PC et le logiciel de programmation pour l'ensemble du lot.

ANNEXE
NOTICE TECHNIQUE



GILET DE SIGNALISATION
A HAUTE VISIBILITE

GILETS POUR TOUS USAGES

NB :

- Coloris du gilet jaune citron fluorescent
- Bande rétro-réfléchissante de couleur gris-argent autour du buste, en haut, à hauteur de la poitrine et en bas du gilet, avec inscription devant et derrière Protection Civile en arabe et en français ;

DOCUMENTATION EN LANGUE FRANCAISE

L'ambulance est livrée avec:

- Les documents nécessaires à son immatriculation.
- La documentation technique de conduite et d'entretien du châssis.
- La documentation technique de mise en œuvre et d'entretien de l'équipement.
- Le schéma de l'installation électrique complémentaire.
- Une attestation garantissant le service de pièces de rechange pendant une durée de dix ans.

Services annexes

- Chaque Ambulance à réceptionner devra obligatoirement comprendre pour chaque unité de matériel:
 - Une notice de fonctionnement et d'entretien.
 - Un manuel de réparation pour l'équipement châssis et moteur.
 - Un catalogue de pièces de rechange châssis et moteur.

Le Fournisseur s'engage à donner tout document nécessaire à l'immatriculation du matériel. A cet effet, il appartient au Fournisseur de se mettre en rapport avec les autorités compétentes. Tant que ces documents ne seront pas fournis, la réception ne pourra pas être prononcée.

- Le Fournisseur s'engage à confectionner et fixer les plaques minéralogiques.

N.B : les soumissionnaires doivent déposer obligatoirement les prospectus techniques à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES ET PRIX EN TOUTES LETTRES	UNITE	QTE	P.U. EN CHIFFRE	MONTANT TOTAL
01	Ambulance 4*2	U	22		
TOTAL HT TVA 20% Total TTC					

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : AOO
- Objet du marché : l'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom, et qualité)
Numéro de tél : Numéro du fax :
Adresse électronique : Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n°(1)
Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné : (prénom, nom, et qualité au sein de l'entreprise)
Numéro de tél : numéro du fax :
Adresse électronique :
Agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de.....
Adresse du siège de la société
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n°(1)
Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2).....(RIB),en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics ;
- 3 - **Etant** en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) à supprimer le cas échéant;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 MARS 2013) précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposées à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution de présent marché ;
- 6- m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12.349 précité.
- 8 - je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9 - je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12.349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à, le.....
(Signature et cachet du concurrent)

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant

(3) à prévoir en cas d'application de l'article 156 du décret n°2-12.349

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

**ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA PROTECTION CIVILE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 09/DGPC/2014

OBJET

**L'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction
Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).**

Passé en application de l'alinéa 2 Paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 20/03/2013 relatif aux marchés publics

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 4: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**ARTICLE 6: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX
CONCURRENTS**

ARTICLE 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

**ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES
DES CONCURRENTS**

ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE

**ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES
CONCURRENTS**

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 12 : DEPOT DES PROSPECTUS

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

**ARTICLE 14: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES
CAPACITES DES CONCURRENTS.**

ARTICLE 15 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 16: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 17: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n°09/DGPC/2014 ayant pour objet : **L'acquisition des ambulances 4*2 destinées à la Direction Générale de la Protection Civile Rabat (lot unique).**

ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS

Le matériel livré au titre du présent marché est en lot unique consistant en ce qui suit :

- **Des ambulances 4*2**

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation;

ARTICLE 4: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 2.12.349, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier ou ayant téléchargé ledit dossier et publié sur le portail des marchés publics .

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret n° 2.12.349 précité. Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de **la Direction Générale de la Protection Civile à Rabat (Sce. des marchés et suivi du fonds spécial Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat)**, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 6: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 22 du décret n° 2.12-349, les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent parvenir au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres. Cette communication doit intervenir dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaire à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement.
 - Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire.
 - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2.12.349 précité.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif :

A-LE DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT:

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2.12.349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés de publics. ;

- b. l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

- 1)-Au nom collectif du groupement ;
- 2)-Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- 3)-En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance de n'importe quel membre, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

- c. En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret n° 2.12.349 précité.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité ;
- Pour les personnes physiques agissant pour leur propre compte aucune pièce n'est exigée
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
 - Un extrait des statuts de la société et /ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale
 - L'acte par lequel la personne habilitée délégué ce pouvoir à une tierce personne le cas échéant
- b) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière au défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2.12.349 . Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée à l'origine prévue par le dahir portant loi 1-72-184 du 15 joumada II 1392(27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme .

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **b), c) et d)** ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance,

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administration du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B-LE DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

C-LE DOSSIER ADDITIF COMPRENANT : Attestation garantissant le service des pièces de rechange pendant une durée de dix ans.

ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Le montant de l'acte d'engagement doit être indiqués en chiffres et en lettres.

Les montants des prix unitaires et global du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant de l'acte d'engagement et du bordereau des prix détail estimatif, le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet et Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le plis ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux (02) enveloppes distinctes comprenant :

- a. **La première enveloppe**: contient outre le CPS signé et paraphé, le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, la mention « dossiers administratif et technique ».
- b. **La deuxième enveloppe**: contient l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être fermée et porte de façon apparente, la mention « offre financière ».

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.12.349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres (le bureau du secrétariat de l'Inspecteur de la Protection Civile, Direction Générale de la Protection Civile Avenue Ibn Rochd Agdal Rabat);
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial prévu à l'article 19 du décret relatif n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PROSPECTUS

Les Prospectus sont déposés au plus tard le jour ouvrable précédant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis dans l'avis d'appel d'offres contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception.

Les Prospectus des concurrents non retenus doivent être récupérés, contre décharge, par leurs propriétaires au plus tard 15 jours après la date de la désignation de l'attributaire du marché. Passé ce délai l'administration décline toute responsabilité quant à une éventuelle détérioration dudit Prospectus déposé.

Les Prospectus de l'attributaire ne lui seront restitués qu'après la réception provisoire du marché.

ARTICLE 13: RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.12.349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 sur les marchés de publics.

ARTICLE 14: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des Concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 39, 40 et 41 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 15 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'appréciation de leurs capacités juridiques et techniques.

La commission retient le critère prix pour l'attribution du marché. Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la moins disante.

ARTICLE 16: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2.12-349 précité les concurrents restent

Si dans ce délai la commission estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible à savoir l'USD et l'EURO. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 18: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

